

TRIBUNES D'EXPRESSION LIBRE des groupes politiques du conseil municipal

LE KREMLIN-BICÊTRE EN COMMUN



Halte aux mensonges !

Depuis des mois, à défaut d'être force de proposition, l'opposition diffuse de fausses informations sur la gestion de la ville. Cela doit cesser. Sur l'écologie, ils affirment que la ville est apathique. **Mensonge.** En réalité, la ville a engagé un travail ambitieux avec notamment :

- La mise en œuvre d'un schéma des mobilités et de la ville à 30 km/h ;
- La création de squares et d'espaces verts et la poursuite de la coulée verte ;
- L'organisation du Festival de l'Écologie Populaire ;

Sur la sécurité, ils affirment que la ville ne fait rien. **Mensonge.** En réalité, elle est à pied d'œuvre grâce :

- Au renforcement de la présence de la police municipale de proximité ;
- Au Centre de Surveillance Urbain opérationnel 24h/24 7j/7 ;
- Au travail conjoint de la Police, de la Justice et de la Ville pour lutter contre les trafics ;

Sur la démocratie locale, ils affirment que la majorité ne respecte pas ses engagements. **Mensonge.** En réalité, la ville est engagée dans une démarche participative avec :

- Un référendum annuel pour décider dans les urnes de sujets d'intérêt locaux ;
- Des budgets participatifs, pour réaliser des projets proposés par les Kremlinois ;
- Des ateliers publics, pour informer et concerter les habitants.

Le mensonge est un danger pour la démocratie. Nous appelons l'opposition à retrouver la voie de la raison. **De notre côté, nous travaillons en toute transparence pour l'avenir de notre ville.**

Les élus du groupe KBEC

POUR UNE VILLE QUI NOUS RASSEMBLE

Logement social : les 20 % de trop ?



La droite régionale a une manière bien particulière de répondre à la crise du logement à laquelle l'Île-de-France n'échappe pas. Il faut dire que sa mesure phare de lutte contre la « ghettoïsation » votée en juillet dernier dans le cadre du SDRIF est ingénieuse. Au lieu de s'atteler à obliger les communes et leurs Maires qui ne respectent pas la loi SRU à construire le minimum de 20 % de logement social que cette dernière leur impose, la droite en responsabilité préfère prendre le problème à l'envers. Selon elle, si « ghetto » il existe, c'est que certaines villes en construisent beaucoup trop. Ce renversement idéologique malhonnête, tapant au passage sur les populations qui y habitent, démontre en réalité une seule chose : face à cette crise, il y a les villes qui prennent leur responsabilité, et puis il y a les autres.

Quelques chiffres qu'il est bon de rappeler à Valérie Pécresse : rien qu'en Île-de-France, ce sont 743 000 demandes de logement social qui ont été recensées. En France, 300 000 personnes dont 2 000 enfants sont sans-abri, 9,2 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, 3,5 millions de ménages sont en précarité énergétique et 1 Français sur 6 ne mange pas à sa faim. Dans un tel contexte, on peut se demander si la présidente de la Région n'est pas née avant la honte.

Les élus du groupe Pour une ville qui nous rassemble, PCF et TC.

ELUS SOCIALISTES

Victoire au Sénat !



Malgré la persistance de l'inflation, une rentrée qui pèse sur les bonnes conditions de travail des élèves et des enseignants, et un climat social toujours tendu, il est une bonne nouvelle pour les Val-de-Marnais cet automne : les grands électeurs du territoire

ont élus trois représentants de l'union de la gauche au Sénat, fin septembre ! À l'image de la majorité municipale kremlinoise, socialistes, communistes, écologistes et mouvement républicain et citoyen étaient rassemblés et ont remporté trois sièges dans notre département. Cette victoire permet au PS de rester le second parti le mieux représenté au Palais du Luxembourg (près de 70 sièges), et d'y atteindre les 100 sièges pour l'union de la gauche. C'est une alerte sérieuse lancée à la droite et au parti macroniste au pouvoir. Les sénateurs sont en effet les représentants des élus des collectivités territoriales qui défendent, à gauche, le bien commun qu'est la démocratie locale et les intérêts des territoires abandonnés et méprisés par le pouvoir central. Les habitants du Val de Marne pourront compter sur leurs sénateurs et sénatrice élus pour défendre leurs droits et leurs services publics, tout en luttant contre les injustices sociales et les discriminations que le gouvernement actuel continue de creuser jour après jour. Ils pourront également compter sur le PS du Kremlin-Bicêtre pour travailler en liens étroits avec ces élus au service de tous les citoyens !

Les élus du groupe socialiste

GÉNÉRATION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE



Le progrès pour les Kremlinois

Une bonne nouvelle pour les familles Kremlinoises en cette rentrée. Face aux difficultés liées à la baisse du pouvoir d'achat, le conseil municipal a voté en

séance du 29 juin un nouveau mode de calcul du quotient familial. Aujourd'hui c'est plus de 900 dossiers qui ont répondu et vont bénéficier d'un calcul plus juste, et qui n'intègre que les ressources imposables. Ainsi dans ce nouveau système, les allocations familiales ne sont pas considérées comme un revenu du foyer. Nous sommes fiers d'afficher ce progrès social dans notre ville et qui répond à la réalité du besoin des Kremlinois.

À l'échelle nationale, le gouvernement et Madame Borne souhaitent nous imposer à grand coup de 49.3, la loi de la programmation des finances publiques. Rejetée une première fois par l'assemblée en octobre l'an dernier, elle prévoit de ramener le déficit public de 4.8% du PIB en 2022 à 2.7% en 2027, sous l'objectif européen de 3%. La dette publique diminuerait d'un peu moins de 4 points, à 108.1% du PIB. Autant dire que cette stratégie peu ambitieuse et basée sur des hypothèses de croissance optimistes, ne vont avoir que pour effet de creuser plus les inégalités et engendrer davantage la destruction du service public. Une stratégie finement élaborée par le gouvernement ayant pour objectif la privatisation de notre système. Quand l'état devient une machine capitaliste, nous nous y opposons.

J.P. EDET et J. HEMERY

TRIBUNES D'EXPRESSION LIBRE

Groupes d'opposition

GRUPE ÉCOLOGISTE ET CITOYEN DU KREMLIN-BICÊTRE



La tribune du "Groupe écologiste et citoyen du Kremlin-Bicêtre" ne nous est pas parvenue.

KREMLIN-BICÊTRE EN AVANT, RADICAL ET ÉCOLOGISTE

Carton jaune de la Chambre régionale des comptes



Depuis le début de cette mandature nous avons alerté sur le caractère aventureux de la gestion municipale, sans être écoutés. Hélas, la Chambre régionale des comptes vient de confirmer ce que nous dénonçons. Pour preuve, voici quelques extraits du rapport (consultable en ligne sur le site de la ville).

« Les dépenses de fonctionnement sont élevées et dynamiques, la capacité d'autofinancement est faible et la dette est élevée »

« La commune gagnerait à engager sans tarder une réflexion visant à réduire notamment ses frais généraux, ses dépenses de personnel, et plus généralement, les dépenses ne présentant aucun caractère obligatoire. »

« La capacité de désendettement s'est dégradée. Elle atteint un niveau inquiétant de 15 années en 2021, soit un ratio supérieur aux 12 années considérées comme constituant un seuil à risque. »

La réponse de M. Laurent est connue : faire payer les kremlinois ! Cette gestion financière acrobatique se double d'irrégularités dans la gestion du personnel : la mise en conformité de la durée du temps de travail est « inaboutie », et des procédures de recrutement d'emplois fonctionnels sont critiquées.

La seule marotte de M. Laurent – indifférent au quotidien des kremlinois –, le contrôle du patrimoine HLM de Kremlin-Bicêtre Habitat, est jugé « coûteux », malgré ses dénégations.

Bref, c'est un avertissement sévère qu'adressent les magistrats financiers à la majorité municipale.

ENSEMBLE CHANGEONS LE KB

La cour des comptes épingle la gestion de JL Laurent



La Chambre Régionale des Comptes (CRC) a contrôlé les comptes et la gestion du Kremlin-Bicêtre et le moins que l'on puisse dire le rapport est féroce et confirme ce que nous disons depuis 3 ans. JL Laurent embauche ses amis politiques, dépense trop et endette la ville au-delà du raisonnable.

En décidant d'augmenter drastiquement les taux de fiscalité, JL Laurent nous fait payer sa mauvaise gestion des deniers publics.

Le rapport dénonce une situation financière fragile, un endettement très important, une capacité de désendettement dégradée, des dépenses de fonctionnement trop élevées et le rachat du patrimoine social de l'ex-KB Habitat par une coopérative, comme étant une opération trop coûteuse.

La majorité municipale n'a pas été en mesure de fournir à la chambre des informations claires sur l'effectif de ses agents.

La CRC signale le recours systématique à des embauches de contractuels aux dépens des fonctionnaires territoriaux, la création de nombreux emplois de cadre A et l'augmentation de la rémunération des agents non-titulaires plus forte que celle des titulaires. Enfin, elle révèle de nombreuses irrégularités dans l'embauche des directeurs de la commune.

Ce rapport est extrêmement préoccupant et nous alerte sur la situation financière et l'endettement massif de notre ville après 28 années de gestion par le clan Laurent.

L.Zinciroglu-N.Chiboub-JP.Ruggieri-L.Couto-L.El Krete

Les tribunes publiées
par les groupes politiques
du conseil municipal
engagent la seule responsabilité
de leurs auteurs.